

**COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE**



La géopolitique de la Russie dans le Proche- Orient

Mémoire de géopolitique
Du LCL Al Zboun Jalal
8^o promotion 2000 - 2001
dans le cadre de l'étude dirigée
“ La Russie et ses espaces de sécurité”

Directeur :Jean-Christophe Romer
Professeur des Université à l'Institut des Hautes
Etudes Européennes

Avril 2001

La Géopolitique de la Russie dans le Proche Orient

Sommaire

PARTIE I :

Le Proche-Orient et la Russie pendant la la guerre froid

Cadre géopolitique général au Proche-Orient
L'instabilité politique et les conflits internes
La politique de l'URSS pendant la guerre froide

PARTIE II :

Le rôle de la Russie à la fin de la guerre froide

La tentative de la Russie à répandre son rôle international
La position de la Russie face au conflit Israëlo
Arabe et au processus de paix

Introduction

La saisie de la consistance territoriale et humaine du Proche – Orient ainsi que sa définition géographique présentent de nombreuses difficultés. La principale provient du fait que cette notion n'est pas neutre puisque l'Orient est dans ce cas proche de l'Europe ; il est défini alors comme proche- Orient par rapport à l'Europe. L'observation de la réalité par la Russie occidentale est organisée en fonction de moyens de saisie dont s'est dotée la culture socialiste anti libérale. On conçoit donc facilement que l'aspect du paysage varie selon la position de l'observateur et sa perspective, et en particulier la Russie qui est l'héritière légitime de l'URSS.

C'est bien là un des écueils qui s'oppose à toute approche géopolitique de cette région, par rapport à la Russie qui a découvert l'importance du Proche-Orient dans sa géopolitique pendant la guerre froide , ou encore pour l'Europe occidentale comme pour les Etats-Unis qui sont prisonniers de la perception géographique et historique imposée dans la culture moderne universelle.

En réalité , le Proche – Orient est l'équivalent de ce que la culture coloniale européenne appelait le Levant .

Après la seconde guerre mondiale et pendant la période de la guerre froide, ce concept géopolitique de Levant ou de Proche – Orient ,très européenne, tombe dans les oubliettes de l'Histoire . la diplomatie mondiale est largement aux mains des Etats – Unis et de l'URSS, mais à la fin de cette période, la diplomatie mondiale et celle notamment du Proche-Orient est désormais aux mains du concept géopolitique anglo – saxon qui a remplacé ceux qui appartenaient à l'URSS et à l'Europe. Ce pose alors la question du rôle actuel de la Russie au Proche-Orient.

L'intérêt des Russes pour l'ensemble de cette zone ne date pas d'hier. Dès 1955, la conquête de l'Astrakhan leur ouvrait l'accès à la Caspienne et au Caucase. Sous Pierre le Grand, ils prenaient position sur la mer Noire (prise d'Azov,1696,premier pas de la poussé vers les « mers chaudes »).En 1813,la Caspienne ,interdite à toute autre marine de guerre ,persane incluse ,devenait un « lac russe ».

Les provinces arabes et anatoliennes de l'Empire ottoman en déclin furent un autre terrain d'affrontement où les deux puissances utilisèrent notamment le droit d'ingérence en faveur des minorités non musulmanes et la querelle des lieux saints de Jérusalem .

A l'issue de la première guerre mondiale, défaites et révolutions ne permettront pas à la Russie de participer au démantèlement de l'Empire ottoman prévu par les accords secrets Sykes-Picot de 1916 qui lui attribuaient l'Anatolie orientale , Constantinople et les Détroits. La Grande Bretagne et la France se partagent les mandats sur le Proche -Orient , tandis que Moscou est occupée à recoller les morceaux de l'empire tsariste éclaté .Mais dès septembre 1920, alors que la soviétisation du Caucase a déjà commencé, le Congrès des peuples d'Orient de Bakou relance le « Grand jeu » sous une nouvelle forme : celle du combat communiste et anti-impérialiste.

Dès 1918, en procédant au démembrement de l'Empire ottoman, les puissances d'alors pensaient que l'éternelle question de l'Orient ne hanterait plus la diplomatie occidentale. C'était sans compter avec l'avènement, quelque temps après, de l'URSS. Staline, en effet, a repris presque intégralement la vision géopolitique des expansionnistes russes du XIX^e siècle, qui avaient souhaité ardemment un accès aux mers chaudes, indiennes et méditerranéennes (Voir annexe N° 1). Durant la conférence de Postdam, il a réclamé "une forteresse dans les détroits à partir de laquelle il pourrait dominer Istanbul" (Voir annexe N°2).

En 1956, à l'époque de la course à l'espace et du premier Spoutnik, l'URSS était à l'apogée de sa puissance. Dès 1969, estimant que les Etats-Unis étaient affaiblis par la guerre du Vietnam, les Soviétiques mirent en oeuvre une politique expansionniste en Asie, en Afrique et au Proche-Orient, qui a mobilisé leurs ressources économiques et techniques. Elle est entrée dans une phase de déclin à partir des années quatre-vingts et a subi une régression, un effondrement économique, politique et social, dont les conséquences dans la domaine politique et ses relations avec les autres Pays et précisément avec le Proche -Orient ne peuvent être encore pleinement appréciées. La nouvelle pensée politique de M. Andropov, amorcée en 1983 et poursuivie par M. Gorbatchev a eu pour principal effet de supprimer les critères idéologiques dans les relations internationales et de recentrer l'effort sur les questions purement intérieures. La reconstruction économique est devenue inévitable. Le désengagement progressif du Tiers-Monde et notamment du

Proche-Orient, ainsi que l'élan brisé de la course aux armements, a entraîné une modification profonde de la stratégie soviétique.

Les nouveaux équilibres internationaux au Proche –Orient issus de la fin de la guerre froide ont été cependant profondément favorables aux Etats Unis au détriment de la Russie.

Le mémoire se subdivisera en deux grands thèmes, à savoir d'un part, l'URSS pendant la guerre froide au Proche -Orient, et d'autre part le rôle de la Russie après la guerre froide.

Dans cet essai, nous nous sommes efforcé de rendre compte aussi fidèlement que possible de l'état de ce Proche – Orient et du rôle de l'URSS pendant la guerre froide et notamment l'instabilité de la politique au Proche-Orient depuis une quarantaine d'années, dans le premier chapitre. Le rôle de la Russie au Proche – Orient, précisément dans la guerre de Golfe et sa position par rapport au conflit israëlo-arabe et le rapprochement de la Russie vers l'EU dans cette région du monde, seront l'objet du deuxième chapitre.

Partie (I) : Le Proche – Orient et la Russie pendant la guerre froide .

Le Proche- Orient a connu de grands problèmes provenant de « son importance géostratégique ,sa croissance démographique et ses ressources hydraulique rares ». Mais nous pouvons définir ces problèmes en nous posant les trois questions suivantes : comment ces gouvernements ont-ils pu museler –jusqu’à présent –la contestation islamiste ? La région peut-elle sortir de la guerre ? Est -ce- que le processus d’Oslo permettra une paix juste qui lèvera l’hypothèque de la menace permanente sur la région ? Enfin, nous pouvons succinctement résumer la problématique du Proche –Orient à trois facteurs : le pétrole ,l’eau et la question palestinienne. La réalité est qu’on ne peut dissocier ces problèmes les uns des autres.

1.1 Cadre géopolitique général au Proche-Orient.

1.1.1 Le cadre de l’action .

Les successions aux trônes des monarchies Hachémite de Jordanie et Alaouite du Maroc, en février et en juillet 1999, sont venues rappeler qu’en dépit des multitudes crises internes et guerres que le monde arabe a connues depuis plusieurs décennies, cette région avait vécu une certaine stabilité institutionnelle ; au point que les dirigeants qui succéderont aux figures marquantes des pays de la région, Assad, Moubarak, Saddam Hussein, le Roi Hussein ou Arafat, seraient en quelque sorte dépendants des configurations géopolitiques issues de la guerre froide, du processus de paix israélo – arabe et du verrouillage de lieux stratégiques comme le golfe arabo –persique.

Ceci incite à se demander si les acteurs locaux, Etats ou mouvements politiques sont de moins en moins en mesure de perturber un équilibre global qui, après la chute de l’URSS a été défini par les USA et leurs partenaires européens en relation avec leurs alliés dans la région. Même si l’on ne sous- estime pas l’importance des sources internes de contestation des régimes en place, comme les programmes islamistes, les mutations structurales résultant des politiques

économiques néo-libérales, et la détérioration continue des chances de démocratisation, doit-on considérer que ces facteurs sont désormais moins importants que ce qui est décidé à l'extérieur ? On peut même se demander si le conflit israélo - arabe ne reste pas le centre des risques réels au niveau régional autant que dans la perception des menaces qui varient selon qu'on est plus ou moins loin de cet « ancien » conflit.

Trois questions abrègent la situation, en plus des trois facteurs qui résument la problématique du Proche - Orient : dans quelle mesure des régimes menacés mais surarmés ont-ils pu tenir à distance la contestation islamiste, les guerres du golfe traduisent - elles l'impossibilité de la région à sortir de la guerre, le processus d'Oslo permettra -t-il de parvenir à une paix juste qui ne soit pas négociée du faible ,au risque de maintenir une menace permanente sur l'ensemble de la région ?

1.1.2 Des régimes politique à la légitimité interne largement contestée.

Les contestations internes , islamiste ou autres , menacent - elles la pérennité des régimes Proche- Orientaux à court ou moyen terme ou bien, a contrario, l'insuccès de ces contestations en vingt ans qui ont ébranlé la plupart de ces régimes trahirait leur essoufflement et montrerait que les pouvoirs en place sont parvenus à un statu quo , un équilibre stratégique interne , fait d'une répression croissante et étouffement des sociétés civiles?

A la fin des années 70 , on assiste au Proche-Orient à l'émergence de mouvements politique radicaux qui se réclament de l'Islam , dont certains vont démontrer leur capacité à s'organiser et à mobiliser un assez large public . Ces mouvements ont une histoire puisqu'ils s'inspirent de l'action menée par les Frères Musulmans, association fondée en 1928 en Egypte qui a par la suite essaimé dans le monde arabe avec plus ou moins de bonheur. Elle est parvenue parfois à s'institutionnaliser dans le système politique comme en Syrie après 1945, tandis qu'elle a été en butte à une répression féroce dans l'Egypte de Nasser. Mais à cette époque leur impulsion est réelle. On le voit à travers certaines spectaculaires et violentes attaques contre les symboles militaires du régime alaouite en Syrie à l'été 1979 assassinat d'Anouar El Sadate en octobre 1981.

En dépit de ces actions hostiles, la prise du pouvoir par la force n'était pas l'objectif premier de ces mouvements, ce qui expliquerait leur insuccès relatif, même

dans le monde arabe sunnite, à provoquer jusqu'à présent des changements politiques décisifs. Leur idéologie prône une méfiance systématique vis-à-vis de tout pouvoir quel qu'il soit, sauf si ce pouvoir se meut dans les limites précises de la charia islamique, contrôlée par des experts légitimes de la loi islamique, les ulémas, qui l'établissent et la défendent¹. En Egypte par exemple, ce programme s'est imposé avec un certain succès, un amendement constitutionnel en 1980 a contribué à enclencher un processus de re- islamisation des institutions juridiques, en faisant de la charia la source principale de la loi islamique.

Contemporains de la révolution iranienne de 1979, ces mouvements ont été révélateurs de l'échec des régimes se proclamant d'un socialisme arabe, de type nassérien ou baasiste, qui avaient beaucoup promis en matière de développement, avant de se réfugier dans des politiques néo-libérales décevantes. Il est vrai que la contestation islamique est intervenue à un moment où les sociétés arabes subissaient de profondes mutations très rapides, comme l'accroissement démographique explosif qui empêchait tout ajustement structurel, et finissait par annuler très rapidement toutes les réformes entreprises par ces gouvernements et les montrait incapable – injustement peut être – de gérer une situation sans cesse changeante. De plus, l'ouverture artificielle a favorisé l'enrichissement rapide et le plus souvent illicite d'une minorité et ouvert quelques possibilités aux classes moyennes émergentes, mais au prix d'écartes grandissants dans la distribution des ressources².

L'islamisme critique une modernisation empruntée à des modèles occidentaux, ainsi que l'échec des régimes à gérer la réforme. Il a été en mesure de présenter des alternatives passant par la priorité à l'application de la charia et se traduisant dans l'immédiat par des actions convaincantes dans le domaine de l'éducation.

Quant à la réussite de la répression de l'islamisme, elle a été la règle et de façon violente. En Algérie, après le coup d'état militaire qui a interdit au FIS l'accès au pouvoir par les urnes, en Syrie où la répression de Hama en février 1982 a fait dans les 20 000 morts, en Egypte, avec la militarisation des juridictions d'exception. Une autre stratégie des pouvoirs en place fut de compenser leur déficit de légitimité en développant des stratégies de relégitimisation pouvant aller comme en 1984 en

¹ - Richard Bulliet, « twenty years of islamic politics » the Middle East journal , vol -2. Printemps 1999 .

² - politique étrangère n° 1 1998. Publications de l'ifri.

Egypte et en 1989 en Jordanie jusqu'à l'acceptation des Frères Musulmans dans le jeu électoral.

Les régimes monarchiques, bénéficiant d'une légitimité « historique » ont eu moins de mal à se garder sur place. Alors qu'en Egypte, Moubarak se présente comme le garant de l'héritage nassérien, la Syrie argue de sa fidélité aux idéaux de l'arabisme en refusant de se soumettre aux conditions israéliennes pour une relance des négociations bilatérales – qui ont repris récemment – interrompues en février 1996. L'on peut se demander si un accord définitif avec ce pays, sur le Golan et le sud Liban, ne mettrait pas le régime alaouite en « danger de paix » vu les efforts longtemps fournis par ce pays pour se présenter comme le champion du refus³.

L'autorité palestinienne n'hésite pas à se prévaloir de ses engagements vis-à-vis des Israéliens et des Américains pour justifier la répression de l'opposition au processus d'Oslo, et pour beaucoup, le régime de Saddam Hussein n'est que la « pire des solutions », et les guerres et l'embargo ont contribué au maintien de ce pouvoir au prix d'une répression continue des opposants réels ou virtuels.

1.2 L'instabilité politique et les conflits internes

1.2.1 La réalité de la guerre .

Depuis un demi-siècle, le Proche – Orient a vécu au rythme de la guerre, qu'il s'agisse des cinq grandes confrontations avec Israël, ou de conflits localisés, comme la guerre de 1994 entre les deux Yémen. Ces vingt dernières années ont été, de ce point de vue, plus particulièrement dramatiques, puisque le conflit de cette période ont traduit davantage, et de façon irrémédiable, les divisions arabes ou arabo-islamiques que parvenaient à masquer ou à contenir les initiatives communes prises au sein de la Ligue arabe et d'institutions de coopération islamique ou régionale⁴. La guerre civile libanaise en 1975 et sa résolution boiteuse en queue de poisson en 1990, la guerre entre l'Irak et l'Iran (1980-1988), puis la deuxième guerre du Golfe (1990-1991) ont probablement marqué pour longtemps les configurations politiques et

³ - comme le suggère Elizabeth Picard dans : La Syrie et le processus de paix ; Maghreb Machrek Monde arabe n° 158 octobre décembre 1997

⁴ - A l'instar de l'Union du Maghreb, UMA, ou du Conseil de Coopération du Golfe, CCG.

rendu plus prévisible un ordre régional de plus en plus marqué par l'influence des Etats-Unis, son allié Israël et ses alliés secondaires comme la Turquie.

La Russie tente d'imprimer sa marque dans cet ordre, par le biais d'interventions épisodiques consistant pour l'essentiel à vendre des armes et à envoyer des conseillers militaires et de spécialistes. Ces guerres ont d'autre part contribué à produire des sociétés différentes, aux dynamiques nouvelles, qui présentent des fractures différentes de celles des anciennes sociétés.

Les circonstances qui ont précédé la confrontation puis la défaite militaire de Saddam Hussein face à l'Amérique témoignent de ce changement dans les relations entre Etats dans la région, changement dû aussi en partie au manque de légitimité des régimes. En envahissant le Koweït, Saddam Hussein visait un triple objectif : alléger la dette extérieure (80mds de\$), renforcer sa position parmi les Etats producteurs de pétrole et sur le plan géostratégique, dégager les accès irakiens au Golfe. Il faisait évidemment peu cas de la souveraineté du Koweït et cela ne pouvait laisser sans réagir la Ligue arabe, qui condamna rapidement l'Irak, il est vrai à la demande expresse du président Bush, ce qui permit l'internationalisation rapide du conflit. Chaque Etat a sa raison d'agir : la Syrie, le Liban, la Jordanie à proximité, le Yémen en opposition à l'Arabie Saoudite. Mais le rôle clef est détenu par l'Egypte qui retrouve son leadership au sein du monde arabe. Israël est tenu à l'écart par les Etats-Unis

Il est évident qu'une certaine stabilité est sortie de la seconde guerre du Golfe, au bénéfice du contrôle américain et au détriment de la Russie. Cela a pu écarter pour un temps les perspectives de guerre, et créer les conditions des négociations de paix entre les Arabes et les Israéliens. Mais le revers de la médaille est à chercher sur l'impact du conflit sur les sociétés arabes. Les préparatifs de la guerre, le conflit et ses suites ont accentué le divorce entre les populations et les régimes, comme en témoignent les réactions vite étouffées, en Syrie, au Caire ou même du FIS algérien en dépit de l'aide financière qu'il recevait de l'Arabie Saoudite, sans parler des Palestiniens encore une fois bouclés dans Gaza.

Immense succès militaire pour les USA et leurs alliés, mais grande défaite pour la Russie, cette guerre fut encore plus répressive contre les populations de l'Irak, les alliés ayant décidé de laisser régner Saddam Hussein. Chiites au Sud et Kurdes au Nord payèrent cher de n'avoir pas devinés la stratégie occidentale, qui consistait à garder Saddam pour justifier le maintien de leurs armées sur le terrain, pour un

endiguement de l'Irak et éventuellement de l'Iran. Un consensus étant plus difficile à trouver sur cet état de fait, la Russie refusa de suivre inconditionnellement les USA.

Les stratèges Russes et européens ont d'ailleurs d'autres points de vue que ceux des stratèges américains en ce qui concerne l'appréciation du conflit israélo-arabe, et sur la question de savoir si les autres conflits du Proche-Orient peuvent être réglés indépendamment les uns des autres. C'est cette fameuse question du « linkage » posée par l'Irak au début de la guerre : il se retire du Koweït, si des négociations sur la Palestine sont engagées. Point sensible, car aucun règlement ne saurait être envisagé dans cette région sans une paix équitable.

1.2.2 L'hypothèse de la paix .

Bien que la nature des discussions menées à l'été 1999 entre le gouvernement d'Ehud Barak et l'Autorité palestinienne tend à susciter des inquiétudes, en particulier suite à la demande par Israël de nouveaux délais pour l'application des accords de Wye Plantation conclus en octobre 1998. Tout indique que les conditions politiques, stratégiques et sociologiques du conflit israélo-arabe ont changé au cours des deux dernières décennies. A des espoirs déçus, a succédé un désenchantement conduisant à la démobilisation des acteurs et à un nouveau raisonnement faisant de la paix une possibilité pertinente. En Israël, le changement a affecté les conceptions de la sécurité, la politique et la sociologie des comportements.

La doctrine militaire de l'inéluctabilité du conflit, de la nécessité de s'y préparer en permanence, et d'anticiper sur l'adversaire⁵ a été durement malmenée en octobre 1973.

Le dépassement d'une doctrine purement sécuritaire au profit d'une conception moins primaire de la sécurité s'est opéré à mesure que les Israéliens ont perdu confiance dans l'invulnérabilité de leur armée. En effet, les stratèges estimaient qu'en dépit de l'échec des Etats arabes à instaurer une parité stratégique avec Israël (surtout après la possession par ce dernier de l'arme atomique), les événements de la guerre du Golfe ont montré qu'Israël n'était pas à l'abri des missiles balistiques. L'invasion du Liban en 1982, l'Intifada et l'enlèvement actuel au Sud Liban ont dégradé l'image d'Israël à l'extérieur et à l'intérieur du pays. Ces

⁵ - Mark Heller, « army / society in Israël :The impact of external factors » dans May Chartouni-Dubarry : Armée et nation en Israël :pouvoir militaire ,(« les notes de l'ifri »n°10, ifri , Paris, 1999 .)

évènements mirent en outre le doute dans le camp Israélien qui se voyait désormais comme seul occupant de la terre d'autrui par la force. En outre, les menaces potentielles ont été relativisées par la paix avec l'Égypte la Jordanie d'une part et par la paralysie de la Syrie à tenter quoi que ce soit en solo d'autre part.

Pour les sociétés arabes voisines, la première brèche dans le refus de l'État hébreu a été rendue possible grâce à la semi-victoire de 1973. L'Égypte pouvait songer désormais à sortir d'un conflit de plus en plus ruineux. Les accords de paix ont permis de libérer le Sinaï, objectif central, sans pour autant entraîner les pays voisins qui réaffirmaient leur refus à toute concession. La guerre du Golfe permettait aux Américains d'exercer suffisamment de pression sur Israël pour l'amener à la table des négociations.

Les accords d'Oslo ont traduit ce changement de perception par les acteurs, bien que l'unanimité soit loin d'être réalisée autour de certaines questions (statut des réfugiés, implantation des colonies, de Jérusalem, de la répartition *de l'eau). La principale manifestation de ce changement réside dans le fait que les Palestiniens sont parvenus à territorialiser un pouvoir politique appartenant à l'OLP, radicalement différent des définitions données par les actes antérieurs, le dernier en date étant la déclaration d'Alger de 1988⁶.

S'agit-il d'une paix ou d'une hypothèse demandant à être validée ? De nombreux signes montrent qu'en dépit de l'optimisme des experts qui affirment qu'en quelques mois les négociations pourraient être bouclées, de nombreux obstacles sont encore à franchir. Le Hamas est irréductiblement opposé à un règlement, autant que, du côté israélien, les bénéficiaires de l'occupation ne sont pas prêts à céder un pouce de terrain, ni en Cisjordanie, ni au Golan, fut – ce au prix d'une guerre civile dont le signe avant-coureur aurait été pour certains l'assassinat de Rabin. Il ne fait aucun doute que le règlement, aussi pacifiste devrait –il être, ne saurait passer outre le radicalisme islamique (Hamas et Hezbollah) et l'ultra orthodoxie juive.

Israël ne considère pas l'OLP comme un interlocuteur de même stature. La poursuite des implantations à Jérusalem et en Cisjordanie, ainsi que la fermeture de Jérusalem à la majorité des Palestiniens ne sont pas de bon augure, malgré

⁶ - Bernard Botiveau , l'État Palestinien , presse de sciences politique ,Paris , 1999

l'ouverture du passage entre Gaza et la Cisjordanie qui présage un développement possible d'un Etat palestinien viable.

Du côté palestinien, la tentation d'un partage du territoire en deux a rendu la tâche de convaincre la population des bénéficiaires de cette nouvelle situation plus difficile à l'Autorité palestinienne, à partir de son installation à Gaza en 1994. S'il est vrai qu'Ehud Barak veut faire avancer les questions relatives au statut final, il ne bénéficie pas d'une base électorale suffisante pour imposer son point de vue, et doit recourir sans cesse à des référendums pour faire assumer une part des responsabilités au peuple plus ou moins las de la guerre.

Ainsi, en proposant de faire avancer les négociations sans rien céder, ni sur le statut de Jérusalem, ni sur le retour de la diaspora palestinienne et d'en référer au peuple pour le retrait du Golan, il envoie un message paradoxal aux pays arabes de la région ; tout en espérant faire aboutir les accords de paix déjà signés avec l'Égypte et la Jordanie par un accord territorial avec la Syrie et par voie de conséquence, avec la Palestine. Or l'un des enseignements des deux décennies écoulées est que, si les sociétés arabes se sont découvertes différentes au sortir d'une période où dominait l'idéal d'une homogénéisation politique, la dégradation de leur mode de vie et la conscience d'affronter les mêmes menaces extérieures appellent toujours la résolution globale d'injustices vécues, dont la non-réalisation d'une paix juste en Palestine demeure l'un des signes les plus manifestes.

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'action de la Russie et ses relations avec les pays du Proche-Orient que nous aborderons dans la partie suivante.

1.3 La politique de l'URSS pendant la guerre froide .

Bien qu'amorcée lors de la crise de Suez, la politique arabe de l'URSS a véritablement pris forme après la guerre des "six jours" en 1967.

Jusqu'à cette date, les interventions soviétiques épisodiques ou semi-clandestines, à l'exception sans doute de ses relations ouvertes avec l'Égypte, ont consisté pour l'essentiel à vendre des armes et à envoyer des conseillers militaires et des spécialistes au Yémen. Pour asseoir une présence militaire permanente en Méditerranée, l'URSS a, alors, entrepris un vaste programme d'aide militaire en Égypte mais aussi en Syrie. En contrepartie de leur assistance, les Soviétiques se sont

octroyé le précieux bénéfice de mouiller leur flotte de guerre à Alexandrie, à Tartous et Lattaquié. Un des objectifs stratégiques majeurs de l'URSS était alors atteint.

Pour ce qui est des ambitions géopolitiques de l'URSS, elles se sont réalisées également grâce à la signature de traités d'amitié et de coopération avec l'Égypte (1971) et l'Irak (1972).

Ainsi, l'Union Soviétique est parvenue, en moins de deux décennies, à se placer au cœur de la question orientale, en devenant le principal fournisseur d'armes de pays tels que l'Égypte, la Syrie, la Libye, et l'Irak.

Ces relations officialisées par des accords bilatéraux ont été néanmoins paradoxales. Certes, l'URSS a pu contraindre ces pays à céder à ses prétentions mais elle est devenue, en retour, tributaire de ses nouveaux "alliés" qui ont formulé, pour leur part, de plus en plus de gages de garantie.

Ces relations qui reposaient uniquement sur un lien mercantile de type "fournisseur client", basé quasi- exclusivement sur le commerce des armes, portaient en leur sein même le signe d'une extrême fragilité. Selon l'optique choisie des observateurs, l'URSS avait réussi, au mieux à tisser des relations de dépendance mutuelle, au pire à établir un rapport de force dangereux et incertain pour son futur. Comme peut l'illustrer l'exemple américain, il est en effet aisé de comprendre que la puissance économique d'un Etat doit lui permettre de tisser des liens de toutes sortes. Plus la palette des échanges entre les pays concernés est large et variée, plus ceux-ci seront durables et profitables.

En l'espèce, la faiblesse économique soviétique a freiné le développement d'une politique de coopération plus large. Ainsi, la construction du barrage d'Assouan en est un exemple frappant. Son financement d'un coût de 2 milliards de dollars a été assuré à hauteur de 40% par des crédits soviétiques dont la moitié environ, remboursable en coton. Son inauguration en 1971 a été suivie, quelques mois plus tard, par l'expulsion de 21 000 conseillers militaires soviétiques.

De même, en 1973, l'URSS a assuré un soutien logistique considérable au cours de la guerre du Kippour. Elle a déployé des missiles Scud et des batteries antiaériennes en Égypte et en Syrie. Devant la déroute des armées syrienne et égyptienne, l'URSS a même annoncé qu'elle assurerait la protection de Damas par des unités de l'Armée rouge. Cela ne se réalisa jamais. Elle a été chassée d'Égypte en 1974, et le règlement de son prêt dont le montant total s'élevait à quelques 11 milliards de dollars, n'a jamais été effectué.

A l'issue de cette guerre, la Syrie, de son côté, a mis plus de 10 ans pour signer le Traité d'amitié et de coopération, que réclamait avec insistance l'URSS. L'Égypte, quant à elle, l'a résilié dès 1976 après avoir repris, à partir de 1974, des relations diplomatiques avec les États-Unis d'Amérique.

L'analyse de la situation géopolitique après le cessez-le-feu imposé par les deux grandes puissances démontre que les grands bénéficiaires de cette tentative de pénétration soviétique au Proche-Orient furent bien les États-Unis.

La volonté sous-jacente des Soviétiques d'établir un front "anti-impérialiste" peut être considérée comme un échec car la dépendance militaire des régimes arabes vis-à-vis de l'URSS n'a jamais été suffisante pour en faire des alliés sûrs. La politique interventionniste de l'URSS a donc vu son apogée durant la guerre du Kippour.

Malgré ses efforts, l'URSS n'a pas réussi à comme puissance méditerranéenne. Elle a concentré alors ses efforts sur la Syrie, l'Irak et la Libye. Cette phase se singularise par un activisme politique important et par une approche plus prudente vis-à-vis de ses alliés régionaux, et notamment surtout concernant la cause palestinienne.

Forts de l'expérience égyptienne, les Soviétiques ont exigé le paiement immédiat de leurs ventes d'armes en devises fortes. Ils ont ainsi vendu à la Syrie des équipements lourds, allant du char T 55 au T 72, et même au missile balistique de courte portée, hautement perfectionné, SS 21.

Ces activités importantes dans les domaines politique et commercial, n'ont pas éclipsé le déclin nettement perceptible de l'intérêt soviétique au Proche-Orient. Il semblerait que la poursuite de ventes d'armes à la Libye dont le montant a pu dépasser la dizaine de milliards de dollars, n'avait que des buts commerciaux (acquisition de devises). Tripoli avait certainement peu de poids dans l'équilibre régional.

De même, la politique menée en Irak, allié de poids mais indocile, s'explique certainement par opposition à l'influence américaine en Iran avant la chute du Shah, et par l'importance géographique du pays proche des frontières de l'URSS. La diplomatie soviétique a œuvré avec beaucoup de difficultés dans la résolution du conflit irano-irakien (1980) opposant deux pays "anti-impérialistes".

L'URSS a donc mis, en quelque sorte, sa force dissuasive à la disposition de ses alliés durant les vingt années écoulées, afin de leur permettre de régler les questions de souveraineté territoriale ou nationale. En fait, le seuil crucial qui aurait

entraîné un conflit ouvert entre les "deux grands" n'a jamais été franchi. Ces conflits par pays interposés ("proxy wars") ont semblé obéir à une logique tacite, acceptée des États-Unis et de l'URSS. Durant la guerre froide, ce rapport de force perpétuel a permis aussi la comparaison de leurs armements respectifs, "in vivo", sans pour autant dégénérer en conflit mondial.

Partie (II) : Le Rôle de la Russie à la fin de la guerre froide

2.1 La tentative de la Russie à reprendre son rôle international

La chute du mur de Berlin en 1989 a offert à l'URSS l'occasion de mettre l'accent sur la reconstruction des structures économiques et sur une tentative de consolidation de l'appareil étatique.

Le début des années 90 présente une URSS qui n'est plus un contrepois efficace à la puissance américaine. La comparaison entre le Rôle de l'URSS en 1973 au Proche-Orient et celui qu'elle a joué en 1991 est très révélateur du changement de rapport de force et de stratégie que veut ou peut jouer l'URSS au Proche-Orient

2.1.1 Nouvelle politique de la Russie au proche –Orient : la « perspective Primakov »

Le nouveau ministre des affaires étrangères de Russie ,Evgueni Primakov⁷, observateur et praticien chevronné de la politique internationale au Proche-Orient, a sous-estimé une évidence. Il a souvent déclaré que la Russie devait constituer une alternative aux Etats-Unis, et a maintes fois tenté d'obtenir ce résultat. Les vues de Primakov n'ont pas varié et constituent maintenant le fondement de la politique russe au Proche –Orient. Celle –ci a pour priorité de renforcer les tendances vers une intégration de la communauté des Etats indépendants (CEI) sous les auspices de la Russie, d'obtenir le co-parrainage du processus de paix au Proche –Orient sur un pied d'égalité avec les Etats-Unis et à poursuivre une politique plus grande envers les vieux amis arabes tels la Libye, l'Irak et la Syrie. Primakov souhaite pourtant en toute sincérité soutenir le processus de paix, car une guerre entre Israël et ses voisins ne pourrait qu'aboutir à une confrontation entre Washington et la Russie –ce qu'elle – ne peut se permettre. Il se bat également pour conserver les anciennes positions de Moscou, pour conquérir de nouveaux créneaux économiques dans la région et pour y contenir la prolifération nucléaire.

⁷- Professeur à l'US Army War College de Carlisle Barracks (pennsylvanie).

Primakov a ouvertement annoncé son intention d'exiger de Washington un partenariat sur un pied d'égalité en resserrant les liens du Kremlin avec le Proche-Orient, et de rompre avec la politique antérieure de coopération avec les Etats-Unis qu'il impute à une mauvaise appréciation du rapprochement russo-américain. « nous expliquons l'insuffisance de notre action au Proche- Orient par le fait que nos efforts avaient pour but de rééquilibrer nos relations avec nos anciens adversaires de la guerre froide. Mais nous avons agi sans comprendre que nous aurions pu y parvenir sans céder nos positions, voire en les renforçant ce qui est une voie plus directe ».

La politique proche –orientale de Moscou est donc en cours de réorientation. Le partenariat avec Washington n'est possible que sur un pied d'égalité ; autrement dit, la Russie doit pouvoir opposer son veto à la politique américaine. Dans l'intervalle, elle concurrencera Washington en resserrant ses liens avec l'Iran, l'Irak, la Libye, la Syrie et, éventuellement, avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Outre cette activité diplomatique, sa politique se concrétisera par la recherche plus active d'avantages économiques, de partenariats avec les pays de la région (par exemple, avec l'Iran dans la région de la mer Caspienne)et par la reprise des ventes d'armes partout où cela sera possible. Dans le domaine de la prolifération des armes de destruction massive et de certain armes classiques, Moscou essaiera de marquer des points en prenant position contre la prolifération, tout en plaidant pour la coopération avec les pays souhaitant acquérir ce type d'armes au motif de calmer leurs inquiétudes en matière de sécurité.

2.1.2 La Russie et la guerre du Golfe(1990 à 1993)

Pour l'URSS, bien que n'étant pas directement impliquée sur le terrain, la crise qui embrasa cette région du Proche-Orient au mois d'août 1990, donne un éclairage sur les évolutions politiques de ce pays et, notamment sur des changements qui seraient intervenus un an auparavant. En effet, l'URSS adopte, en se rangeant du côté de la coalition anti-irakienne, une nouvelle approche en matière de politique internationale. Elle marque, par cette attitude, une très nette volonté de se transformer en un Etat de droit. Pourtant, cette initiative, si elle réjouit ou reconforte les démocraties occidentales, elle n'est pas unanimement approuvée par l'ensemble

des décideurs politiques, notamment en premier lieu, ceux concernés par ces nouvelles mesures.

Pour mieux appréhender les leçons que diplomates et stratèges soviétiques ont su tirer de cette crise qui a secoué les fondements de certitudes passées, il convient de se pencher dans un premier temps sur l'évolution de la situation interne en Russie qui fut déterminante quant à la position prise par les dirigeants soviétiques durant la guerre du Golfe. Nous mentionnerons, dans un deuxième temps, les premières analyses d'ordre doctrinal et politico-militaire qui virent le jour fin janvier 1990, soit immédiatement après le début des offensives alliées.

Enfin, nous nous intéresserons aux analyses d'ordre strictement militaire qui n'apparaîtront qu'au milieu du mois de mars soit au début du désengagement des forces coalisées du théâtre proche-oriental.⁸

Les observateurs auront noté une présence quasi permanente de la Russie sur la scène diplomatique durant la période d'août à janvier 1991. L'ambiguïté de cette activité intense réside dans le fait qu'elle représente à la fois le besoin de l'URSS à manifester sa solidarité avec la coalition occidentale anti-irakienne et la nécessité pour elle de persister à marquer sa spécificité, comme si sa position était le reflet d'un « oui, mais... ». C'est ainsi que, suite à des déclarations contradictoires sur la participation militaire de la Russie sous la bannière des Nations Unies, en définitive, il s'est avéré qu'elle n'engagerait aucune de ses forces dans le cas d'une confrontation armée. Aussi saugrenue que semble paraître ce retournement de situation, l'attitude de la Russie aurait été largement influencée par au moins trois facteurs déterminants. Premièrement, l'évolution de la situation politique intérieure et des tensions qui régnaient au sein même du pouvoir politique semblent avoir altéré, sinon la faculté de décision unanime, au moins le fonctionnement de l'appareil décisionnel selon les méthodes traditionnelles. Deuxièmement, une volonté affichée de la part de Russie de ne pas se laisser marginaliser dans l'arène internationale ceci malgré l'effondrement de son empire et l'affaiblissement de son rôle de superpuissance. En fin, la volonté non avouée des Etats-Unis d'associer la Russie à cette crise et à son règlement dans le but d'internationaliser le conflit.

Tout d'abord sur le plan de la situation politique intérieure, notons que le mouvement d'ouverture insufflé par M.Gorbatchev vécu, pendant des mois durant,

⁸ « La Russie et le Moyen-Orient », Dossier constitué par Olivier Da Lage et Gérard Grzybec, journaliste Raido France International .

une crise politique interne qui aboutira, en août 1991, à une tentative de putsch qui prit le nom de la « révolution de palais ». Les signes avant-coureurs de tels extrêmes sont clairement identifiés dès l'automne 1990, par la perte progressive de l'influence du ministre des affaires étrangères, M. CHERVANADZE, considéré comme pro-occidental, au profit des « conservateurs ». En définitive, il devra s'incliner en présentant sa démission. Son successeur, même s'il ne remet pas en cause directement la politique d'ouverture, manquera nettement d'enthousiasme à suivre le pas de la politique occidentale. C'est durant cette période, sans aucun doute, que la position de la Russie sera la plus ambiguë. En effet, sans dénigrer les engagements qui la liait avec les Etats occidentaux, elle cherchera à maintenir le lien avec la coalition sans perdre les avantages et les intérêts d'une alliance avec l'Irak. Elle tentera de minimiser l'agression de l'allié afin de lui éviter l'offensive de la coalition, et lorsque cette décision sembla inéluctable, elle tentera de la retarder le plus possible. Cette manœuvre, jugée comme diplomatiquement douteuse par les Etats occidentaux, a suscité beaucoup d'inquiétude. En fait, pour les observateurs, Moscou désirait jouer un rôle d'intermédiaire entre l'Irak et les Etats-Unis pour éviter l'affrontement.

Certains n'hésitent pas à affirmer que les seules motivations de Moscou, à cette époque, était de vouloir éviter une confrontation de deux technologies d'armement différentes car elle savait qu'un affrontement terrestre avec l'Irak ne tournerait pas à l'avantage des armes soviétiques. Pourtant, ce que ces analystes manquent de mentionner, c'est que les armées irakiennes détenaient également des équipements de technologie occidentale notamment française et américaine. Ils s'appuient pour cela sur les affirmations de Moscou que les armes fournies en Irak étaient d'ancienne génération, soit d'une production datant des années soixante et soixante dix. Notons simplement au passage, que les unités d'élite de la garde républicaine qui s'élèvent à plusieurs bataillons étaient dotées, elles, de char T80 de dernière génération.

Retenons plutôt que les raisons de cette position diplomatique ambiguë relevaient surtout du fait que la Russie voulait avant tout, grâce à ses non-participations aux opérations militaires, préserver quelque crédit dans la région en jouant les bons offices et ce, malgré ses revers d'alliance et l'affaiblissement de sa puissance globale. C'est en d'autres termes, la volonté pour une superpuissance à l'agonie de vouloir demeurer un pion majeur de la diplomatie internationale. Par

ailleurs, n'oublions pas que ce « ballet » politique se fait avec la bénédiction des Etats-Unis qui ne voulait pas, à l'instar d'aujourd'hui, paraître comme l'unique grande puissance mondiale.

Ce jeu américain vise à contrebalancer au maximum l'impression d'une offensive hégémonique américaine dans la région du Proche-Orient. D'ailleurs, Moscou sera conviée à Madrid dans le cadre de la conférence visant à établir un processus de règlement global du conflit irakien. Et, alors que le poids soviétique dans la balance internationale ne pèse plus grand chose, Washington ne ménagera pas ses efforts pour que GORBATCHEV puisse coprésider la séance inaugurale le 30 octobre¹.

Le rôle de Moscou, dans sa contribution à la résolution de la crise Proche-orientale, semble lui réussir. En effet, son attitude durant la guerre du Golfe a été positivement perçue en Israël ce qui aura largement contribué au rétablissement des relations diplomatiques avec l'Etat hébreu. Elle parvient également à conforter, voire renforcer, sa position diplomatique dans la région, notamment en améliorant ses relations avec les Etats reconnus comme modérés par les puissances occidentales, relations qui avaient déjà été engagées dès son retrait d'Afghanistan en 1989. C'est ainsi que ne bénéficiant, en souvenir de sa puissance mondiale, que le droit de veto au conseil de sécurité de l'ONU, la Russie retrouve une place d'importance au sein de la communauté internationale.

La guerre du Golfe n'amena pas uniquement des dissensions d'un niveau diplomatique au sein du milieu politique. Elle fut également le prétexte pour la haute hiérarchie militaire soviétique de contester, voire de s'opposer ouvertement, à la doctrine dite défensive développée par M.GORBATCHEV en 1987.

En effet, dès le mois de janvier, le début de l'offensive de l'alliance occidentale contre l'Irak servira, si ce n'est de détonateur, de révélateur en matière de critique de la nouvelle doctrine militaire en vigueur. Les développements de la doctrine « strictement défensive », publiés fin 1990, étaient ressentis plus par une recherche de compromis que par une quelconque évolution doctrinale. En tous les cas, ils ne faisaient que renforcer davantage un aspect résolument défensif. Des doutes commencèrent à germer, et des critiques ouvertes à fuser. Ici, l'on reprocha aux militaires comme aux politiques d'avoir érigé la doctrine en dogme alors qu'il était plus opportun de la concevoir selon une conception de la stratégie de la réponse

adéquate dans le but « d'assurer la supériorité décisive sur l'adversaire » rappelant étrangement un mélange de la doctrine soviétique traditionnelle rehaussée du concept occidental du « flexible response ». Là, l'on réfuta le caractère limitatif et exclusif de la nouvelle doctrine avançant que « les forces soviétiques devaient être à même de traiter n'importe qu'elle type d'action », cherchant plutôt à octroyer plus d'initiative au tacticien en la complétant par un volet d'action sous la forme « offensive, contre-offensive ».¹⁰

C'est sans doute cette dernière vague de critique qui amena les experts militaires, dans le cadre du bilan des opérations militaires dans le Golfe en octobre 1991, à affirmer qu'une doctrine strictement défensive s'avérerait insuffisante pour répondre à un conflit moderne. Ils proposèrent donc des aménagements possibles, tous orientés vers plus de flexibilité dans le sens de l'action offensive. Ils pointèrent par-là, la nécessité de remettre au goût du jour une réévaluation de l'importance de facteurs, qu'ils considèrent comme essentiels, tels que celui de la surprise ou celui de la phase initiale de la guerre.

La tâche qui consistait à revoir la doctrine s'avérait difficile car elle était double. D'une part, ils étaient tenus de prendre en compte les nouveaux impératifs liés à la démocratie qui sous-entend la disparition de la menace traditionnelle extérieure inhérente au sentiment de « forteresse en état de siège » entretenu jusque là par l'idéologie communiste, d'autre part, ils se devaient d'y introduire les leçons, en termes opérationnels et doctrinaux, tirées de la guerre du Golfe. Les premières conclusions, présentées par le nouveau chef de l'état-major général, vont dans ce sens, il affirme : « il est nécessaire de rejeter toute approche doctrinaire de la stratégie qui avait cours chez nous il y a encore peu de temps... Notre stratégie doit être équilibrée, souple, audacieuse et économiquement fondée ». Il affirmait en d'autres termes la nécessité pour les militaires soviétiques de revenir sur toute une partie de leur histoire confirmant ainsi la nécessité de mener des changements identiques à ceux survenus sur le plan diplomatique un an auparavant.

Cependant, la guerre du Golfe ne se contentera pas d'amener de profondes évolutions uniquement dans le domaine doctrinal. Ce conflit donnera également des

⁹ La guerre du golfe, Stratégique(51/52) 3°/4° trimestre 1991.

¹⁰ « De Washington à Moscou, regards croisés sur le Golf », par Alain GRESH, le monde diplomatique, juin 1998, p4-5

éclairages plus opérationnels. C'est à compter du début du désengagement des forces coalisées du théâtre d'opération, fin mars, que les premiers enseignements furent tirés dans les armées occidentales. Ce fut également le cas pour la Russie, ils concernaient essentiellement les domaines de l'armement et de l'organisation des forces armées. Ces leçons toucheront en priorité trois secteurs : tout d'abord la place prépondérante de l'aviation dans les conflits modernes, en second lieu, le poids déterminant des nouvelles technologies et principalement celle de l'électronique, enfin, l'importance vitale de mener une véritable campagne du renseignement.

Notons en préambule, que l'aviation soviétique n'a jamais été considérée comme prioritaire hormis au début des années cinquante car elle représentait le seul vecteur de l'arme nucléaire. A la décharge de l'URSS, ce concept de l'usage minimal des forces aériennes était également largement répandu dans les doctrines occidentales. L'importance des flottes aériennes de combat prouve, encore aujourd'hui, que face aux choix budgétaires, les Etats ont préféré investir dans la technologie des missiles sol-air ou balistiques.

Bien plus qu'ailleurs, au sein de l'armée soviétique, l'aviation est traditionnellement classée hiérarchiquement à la quatrième place, sur les cinq armées constituées en URSS. Bien qu'il n'y eut pas de réel combat aérien durant la guerre du Golfe, la contribution majeure des bombardements aériens à la victoire n'est nullement contestée. Les conséquences se font rapidement sentir en URSS, et l'aviation conquiert une importance stratégique considérable, tant en temps de crise qu'en temps de paix. Le chef du centre de recherches opératoires et stratégiques du ministère de la défense reconnaissait que l'aviation avait acquis, dans un conflit moderne, une « importance stratégique et non plus seulement tactique ou opérative ». L'aviation perd sa place de substitut aux armées terrestres et gagne un rôle décisif dans la recherche de la victoire sur l'ennemi, capable, à elle seule, de déterminer l'issue de la guerre. Le développement de ce nouveau concept est considéré par les observateurs occidentaux comme une « révolution culturelle militaire ».

Ses répercussions ont des conséquences jusque dans le système décisionnel soviétique avec la nomination au poste de ministre de la défense, du commandant en chef des forces aériennes, alors que traditionnellement cette fonction était dédiée aux officiers de haut rang appartenant à l'armée de terre. Cet acte revêt tout son importance lorsque nous remarquons que c'est la première fois dans l'histoire

militaire de l'URSS que l'armée de terre n'est pas étroitement liée à la destinée de la défense soviétique.

Pourtant, si cette nouvelle primauté consacrée à l'aviation semble remporter la conviction du politique, il n'en est pas de même en ce qui concerne les hautes autorités militaires. En premier lieu, et l'on s'en doutait quelque peu, ce sont les forces terrestres qui relativisent cette importance en rappelant la constante de la doctrine soviétique à savoir que c'est à l'armée de terre de parachever une victoire fut elle largement menée par les forces aériennes. Il est vrai que l'on aurait pu s'attendre à voir jaillir un pareil attitude par la partie conservatrice attachée à la notion traditionnelle de l'exploitation du feu nucléaire chère à la doctrine de KROUTCHEV. Point n'en faut, d'autres auraient adopté ce langage ne serait-ce que pour atténuer les inquiétudes d'une armée de terre qui se voyait déposséder de ses prérogatives.

Les deux grands domaines qui ont connus également une évolution marquante suite à la guerre du Golfe sont les moyens électroniques et le renseignement. Notons que ce phénomène touche toutes les armées du monde occidental et leurs alliés.

Ici, dans les rangs de la Russie, la question de l'information et de la désinformation est un domaine largement répandu. Cette tendance ancienne recouvre une nouvelle jeunesse grâce au conflit du Proche-Orient. La nouveauté dans les propos de Moscou est l'utilisation des moyens spatiaux pour aboutir à ces fins. En effet, le lien indispensable entre information, désinformation, observation par satellite et moyens de lutte électronique est désormais établi avec une nette préférence aux moyens spatiaux comme éléments essentiels pour dévoiler les procédés de camouflage de l'adversaire. Ce dernier aspect est quelque peu étrange lorsque, plusieurs mois après le conflit, la communauté internationale avouera ne pas avoir réussi à distinguer les rampes de missiles irakiens de type SKUD de leurs installés dans les zones du sud de l'Irak.

Notons tout de même qu'indéniablement les renseignements obtenus par les moyens spatiaux américains ont joué un rôle essentiel dans la victoire occidentale, même si, de l'avis de certains généraux soviétiques « la supériorité technique américaine était telle que l'on pouvait considérer que l'Irak avait perdu la guerre avant même qu'elle ne la commence ».

Ces mêmes autorités assuraient, par ailleurs, que la qualité des hommes servant telle ou telle technologie avait certainement plus d'importance que de posséder le matériel pour obtenir du renseignement de qualité indispensable à la sauvegarde de la sécurité d'un Etat et à assurer la victoire lors d'un conflit. A ce titre, ils considèrent que ces moyens majeurs de mener le renseignement devraient faire l'objet de négociations multilatérales à l'instar des systèmes d'arme majeure comme les missiles balistiques. Cette attitude nouvelle pourrait conduire les Soviétiques à réévaluer leur condamnation sans appel de l'IDS et sa refus de renégocier le traité sur la limitation des armements nucléaires et balistiques.

En fait, le putsch manqué d'août 1991 aura permis aux militaires de montrer publiquement qu'elles étaient les leçons à tirer de cette guerre. Reste à savoir aujourd'hui dans qu'elle mesure les politiques prendront en compte de telles réflexions et si la situation économique actuelle leurs permettent d'opter pour les bons choix.

2.1.3 A partir de 1993 le rôle de médiateur.

Depuis les événements d'août 1990, après l'entrée de l'Irak au Koweït, la politique extérieure du Kremlin s'est caractérisée par le rapprochement de la Maison Blanche et de sa politique d'escalade visant au déclenchement de la guerre. La politique russe s'est manifestée à travers des déclarations officielles diverses ainsi qu'à travers sa position au sein du Conseil de Sécurité dont elle a adopté toutes les résolutions ayant donné le feu vert à l'administration américaine pour mener sa guerre dévastatrice et inhumaine contre la République irakienne. Plus encore, la direction russe a cessé ses livraisons d'armes à l'Irak et demandé le rappel et l'interruption des activités de ses conseillers militaires dans le pays. Elle est même allée jusqu'à fournir au Pentagone des renseignements sur le volume et les caractéristiques des armes russes en dotation dans l'armée irakienne. En contrepartie, la diplomatie russe a conditionné le recours à la force pour la solution de la crise du Koweït au non aboutissement de toutes les tentatives pacifiques. Il n'y eut pas de participation militaire russe ni dans l'instauration et l'imposition de l'embargo décrété contre l'Irak, ni dans les opérations contre l'Irak. En réclamant la nécessité de l'action commune en vue de la résolution des problèmes de toute la région considérant leur interactivité, la Russie a implicitement fait savoir sa position en

faveur de la proposition par laquelle le président Saddam Hussein a demandé au Conseil de Sécurité et à la communauté mondiale de résoudre tous les problèmes de la région en vue d'y assurer la paix et la stabilité. En outre, Moscou a invité les pays arabes à « adopter une voie d'action commune » capable d'assurer les chances de relancer la solidarité arabe. Sur un autre plan, plusieurs courants politiques et l'Armée rouge se sont opposés à la stratégie hégémonique américaine au Proche-Orient et ont condamné la main mise américaine sur le Golfe arabe. Aussi la crise aurait dévoilé des différends au sein des généraux de l'armée et leur opposition à l'alignement de la diplomatie russe sur la diplomatie américaine. Ils ont accusé Chevardnadze de « trahison au profit de l'occident ». Les problèmes de structure interne de la politique ont diminué le rôle de la Russie fédérale dans la politique mondiale et l'ont sérieusement contraint à l'isolement en vue de trouver des solutions à ses difficultés internes.

Le conseiller diplomatique Nesselrode, a conseillé le Tsar Nicolas 1^{er} que « la grandeur de la Russie exige de celle-ci d'être l'un des premiers interlocuteurs à chaque fois que le défi est le devenir de l'Orient ». Cette idée a constitué une base fondamentale pour la diplomatie russe au cours des changements du monde ainsi que dans la solution de certains aspects de crises que les relations internationales ont connues dans la région du Machrek arabe, où la Russie a rétabli ses relations diplomatiques avec Tel Aviv, échangé une représentation diplomatique avec l'Arabie Saoudite et accepté des dons financiers de celle-ci et du Koweït, comme elle a sauvegardé de bonnes relations avec l'Égypte et la Syrie. La Russie a aussi proposé des plans de solution lors de la crise entre l'Irak et les États-Unis dans le cadre de l'adoption du droit international dans le but d'éviter la guerre, comme elle a essayé de jouer un rôle de médiateur pour l'arrêt des opérations militaires et maintenu ses relations diplomatiques avec l'Irak.

Les motivations politiques de la Russie furent également les suivantes. Quand elle servit de médiateur durant la crise de novembre 1994¹¹ qui semblait relancer la guerre avec le Koweït, elle acquit beaucoup de crédit auprès de Bagdad, car elle mit en évidence des fissures dans le front uni du Conseil de sécurité. Les forces rassemblées derrière les États-Unis semblaient en proie à un certain désarroi. Les agissements de la Russie furent considérés à juste titre comme une déclaration

¹¹ En octobre 1994, la garde irakienne fait marche vers le Koweït. Les Américains ayant envoyé des troupes, les Irakiens se retirent en novembre.

d'indépendance et l'affirmation d'intérêts aussi importants que ceux des Etats-Unis dans le Golfe, comme l'exprima Vladimir Tytarenko, chef de mission adjoint à Bagdad, qui souligna l'écho des événements en Russie¹². Tytarenko monta cependant en épingle la rivalité commerciale, et non la rivalité idéologique, avec les Etats-Unis, tandis que Posouvalioug profita de l'occasion pour réaffirmer l'exigence russe d'un système de sécurité global dans le Golfe.

Enfin, en 1997 après la résolution 1134 du Conseil de sécurité de l'ONU menaçant d'interdire à certains officiels irakiens de quitter leur pays si Bagdad ne se conformait pas aux exigences de la Commission des Nations unies chargée de surveiller le désarmement de l'Irak (Unscm) relatives à l'application des conditions du cessez-le-feu de la guerre du Golfe (résolution 687 du 3 avril 1991), Saddam Hussein décide, le 29 octobre 1991, d'expulser les experts américains de l'Unscm, tablant sans doute sur les divergences entre les Etats-Unis d'une part, la France, la Russie et la Chine d'autre part, au sujet de la levée des sanctions. Cette nouvelle crise, apaisée vers le 21 novembre 1997, a fourni l'occasion à la Russie de revenir sur le devant de la scène au Proche-Orient, comme le médiateur privilégié.

La réponse américaine viendra très rapidement et le Proche-Orient restera pendant longtemps encore une région de troubles, quelle que soit l'action que Moscou y exercera. Mais l'actuelle diplomatie du Kremlin porte la marque indiscutable d'un retour au bipolarisme, et sa politique intérieure exclut une coopération avec Washington. Tout cela semble comporter in fine la menace d'une réorganisation de la région en blocs, la Russie tentant de rassembler la Libye, le Soudan, l'Irak au sein d'un bloc anti-américain qui puisse contrecarrer la politique américaine du « double endiguement ».

2.2 La position de la Russie face au conflit Israëlo Arabe et au processus de paix.

Après la guerre du Koweït, la Russie a fait pression sur les Etats-Unis pour que le conflit Israëlo – Arabe soit négocié avec la participation de plusieurs parties et non seulement par l'Amérique. Elle a réussi à obtenir une déclaration bilatérale d'entraide pour bâtir la paix au Proche-Orient en août 1991.

¹² « Le Russie sur la scène diplomatique du Moyen-Orient ».Orbis, Philadelphie, automne 1996,pp. 517-535.

Malgré, ces efforts russes, il faut se méfier de son jeu car, la Russie comme l'Amérique s'intéresse plus en Israël qu'aux Palestiniens puisqu'en même temps, elle a renforcé sa relation avec Israël.

2.2.1 Moscou et le conflit israélo-arabe

Primakov s'est plaint que son pays n'ait pu joué qu'« un rôle minimal en rapport avec son potentiel » dans le processus de paix au Proche-Orient, et a confié au ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charrette, qu'il entendait y tenir un plus grand rôle.

La Russie n'a manifestement aucun intérêt à exacerber les tensions. Bien au contraire, elle redoute les guerres, ethniques ou autres, dans une région qu'elle considère encore comme proche et ses diplomates expriment leur inquiétude lorsque les négociations israélo-syriennes et Israélo-palestiniennes se trouvent dans une impasse. Elle est donc prête en pratique à reconnaître le rôle des Etats-Unis dans le processus de paix. Mais elle est décidée à ne pas en être exclue et invoque constamment son amitié passée avec la Syrie et l'OLP pour se faire inviter comme médiateur. Certains indices montrent qu'elle veut faire jouer à ses troupes le rôle de force de maintien de la paix dans un processus de règlement.

Ce que veut la Russie, c'est la reconnaissance de ses intérêts permanents et un statut d'acteur impartial égal aux Etats-Unis pour pouvoir contribuer à la stabilité de la région. La visite en Israël de P.Gratchev, en décembre 1995, a mis en évidence ce dessein de façon particulièrement claire. Tout en soulignant l'absence d'intérêts militaires et stratégiques communs, le ministre russe de la Défense a déclaré qu'en maintenant des liens avec tous les Etats, son pays cherchait à aider toutes les parties pour obtenir une paix durable et manifester tangiblement sa présence dans la poursuite d'une politique équilibrée. Il a défini ainsi avec candeur ses objectifs : « Pourquoi la puissance que constitue la Russie ne pourrait-elle pas assumer le rôle de force unificatrice entre les Etats en conflit, certains entretiennent avec nous de très bonnes relations tel que Syrie, les relations solides avec l'Iran (nous avons vu récemment les dirigeants iraniens se rapproche de nous)et les relations avec Israël dont vous pouvez voir qu'elles sont bien rétablies ? Pourquoi la Russie n'assumerait-elle pas ce rôle pour aider à établir une paix durable ? »

Il n'est donc pas surprenant que la Russie se soit plaint ouvertement des tentatives des Américains de mettre fin aux combats d'avril 1996 au Liban, les accusant d'y monopoliser l'action. Il est toutefois clairement apparu qu'elle n'avait rien d'utile à offrir. Elle a fait montre de partialité en blâmant systématiquement Israël, qui a logiquement rejeté toutes ses offres. Par ailleurs, Primakov a essayé d'utiliser la crise pour introduire l'Iran dans le règlement du conflit en arguant de l'influence de la Russie sur Téhéran. Ce n'était guère le moyen adéquat par démontrer que les intérêts russes coïncidaient avec ceux d'autres Etats du Moyen-Orient. Et il n'est pas surprenant que cette maladresse ait annihilé une bonne part des progrès dans ses relations avec Israël.

La raison clé pour laquelle la Russie est indéniablement restée un acteur de second ordre au Proche-Orient, est la faiblesse de son économie. Comme l'ont déclaré les diplomates russes, le rôle de leur pays dans cette région se fonde sur le prestige accumulé au long des années et sur les liens traditionnels, et non pas sur l'argent dépensé. Voilà ce qui ne rendra guère la Russie comme un contrepoids à Washington dans le monde arabe ou en Israël.

Curieusement, les intérêts économiques considérables de la Russie dans la région devraient renforcer ses relations avec Israël. Gratchev a ainsi signé plusieurs protocoles d'accord avec ce pays concernant des relations en matière militaire. Israël aurait manifesté un vif intérêt pour des travaux communs de recherche et développement associant les armes russes à l'électronique israélienne. Il voudrait se voir confier l'amélioration du matériel électronique militaire russe sur la base de licences ou de contrats. Moscou souhaite qu'en retour Israël use de son influence auprès de Washington pour lui permettre de revenir commercialement dans la région, en concluant un accord sur la construction d'un oléoduc avec le Soudan, dont le régime intégriste est étroitement lié à l'Iran. Le résultat, on le voit dans les déclarations et dans les déplacements du vice-ministre des Affaires étrangères, Victor Posouvaliouk dans la région, au moment où Gratchev était en Israël. Les pays arabes se méfient de plus en plus de la Russie, dissiper leur soupçon pourrait donc constituer une raison supplémentaire pour détourner d'Israël

2.2.2 Redevenir un acteur central du processus de paix.

La Russie agit au Proche- Orient dans un contexte économique, politique, militaire et stratégique qui a radicalement changé depuis cinq ans. Elle n'est plus la superpuissance invitée par des régimes hostiles à l'Occident et radicalement nationalistes, voire socialisants, mais une puissance régionale plongée dans une crise profonde dont l'objectif est de sauvegarder ce qui lui reste d'influence, de préserver et de défendre certaines de ses intérêts.

Depuis la guerre du golfe, les Etats-Unis exercent dans la région une suprématie militaire et stratégique. Bien qu'étant alliés d'Israël, ils ont montré aux Etats pétroliers et aux régimes monarchiques, qu'eux seuls constituaient un appui, qu'eux seuls avaient la force, les moyens et la volonté politiques d'éliminer les agresseurs potentiels ou quiconque porterait atteinte à leurs intérêts ou à ceux de leurs alliés. Depuis que la machine de guerre irakienne a été écrasée par la coalition qu'ils dirigeaient, Israël jouit d'une supériorité militaire absolue sur ses voisins. Tout cela pour dire qu'il existe, provisoirement peut-être, un déséquilibre stratégique énorme que Washington utilise exclusivement à des fins égoïstes en ignorant non seulement l'intérêt de la Russie, mais aussi ceux de ses alliés européens ou extrême-orientaux. Moscou peut difficilement cacher son amertume, car le succès des Etats-Unis et de la coalition contre l'Irak n'a été possible que grâce à sa coopération politique, qui ne lui a rien rapporté ni politiquement, ni économiquement. Le coparrainage du processus de paix est vite devenu un décorum qui dissimulait mal le rôle dominant de Washington et, d'ailleurs il a vite disparu.

Lorsque l'on examine la politique de la Russie au Proche- Orient, on ne saurait ignorer l'influence importante exercée par son opinion publique. Même si la politique étrangère a occupé une place limitée dans les campagnes électorales des législatives ou de la présidentielle, les médias donnent aujourd'hui une image inversée de la situation au Proche-Orient par rapport à celle de l'époque soviétique. En effet, autrefois, les médias étaient hostiles à Israël et au sionisme, aujourd'hui la plupart affichent des sympathies pro-israéliennes. Les publications nationalistes sont en général anti- israéliennes, voir antisémites, mais elles n'ont pas de gros tirages et ne représentent qu'une goutte d'eau dans la presse montrant Israël sous un jour favorable.

La diplomatie russe ne peut ignorer ce phénomène. Quant aux citoyens de Russie favorable aux Palestiniens ou aux Arabes, leur opinion tient peu de place dans les médias et leur influence sur l'opinion publique, donc sur l'action de Moscou dans le règlement du conflit israëlo-arabe, est négligeable.

L'URSS, parce qu'elle était l'alliée des régimes nationalistes arabes anti-occidentaux, a été impliquée contre son gré dans la confrontation avec Israël. La Russie est revenue sur cette attitude et s'est efforcée de jouer le rôle d'honnête courtier dans le conflit israëlo-arabe.

Pendant, la levée des restrictions à l'émigration juive a suscité une réaction et négative durable de la part des Palestiniens (depuis la Perestroïka, plus de 700 000 juifs ont émigré en Israël), même si ce fait n'a pas modifié fondamentalement l'équilibre des forces dans la région¹.

Certes, la création accélérée de colonies de peuplement dans les territoires occupés ainsi qu'à Jérusalem Est a porté un coup dur aux Palestiniens, dans les années 1995-1996 l'émigration russe avait retrouvé son étiage. Mais si elle permis à Moscou de disposer d'un canal plus stable avec l'un des acteurs majeurs du conflit, elle ne lui a pas permis d'exercer une plus grande influence ni dans son règlement, ni dans la région.

Bref, en changeant d'attitude à l'égard d'Israël, Moscou n'a pas accru son rôle dans le processus de paix. Les Etats- Unis, en accord avec Israël, l'ont monopolisé et ne laissent ni la Russie ni même les capitales européennes intervenir dans les négociations.

En effet, nous pourrions estimer que la position actuelle de la Russie dans le processus de paix Israëlo – Palestinien consiste en :

1. La nécessité du respect et de l'application des accords de paix et « dans ce sens la Russie » accusé Israël de retarder la paix.
2. La demande de la pour suite des négociations sur la base de « la restitution du territoire contre la paix ».
3. Les négociations de paix doivent également englober les Libanais et les Syriens.
4. Le refus de l'extension des colonies sur les terres Palestiniennes et à Jérusalem.
5. L'arrêt des blocus répétitives des villes palestiniennes par Israël.
6. La lutte contre le terrorisme dans la région du Proche-Orient n'est pas de la seule responsabilité de Arafat mais doit être un souci de la communauté internationale.

7. La nécessité d'un soutien extérieur pour « le processus de paix » notamment de la part de la Russie et de l'Europe avec la participation de l'Égypte, de la Jordanie, et du Maroc¹³.

Dans le passé, les positions de l'URSS dans le règlement de la question du Proche-Orient étaient figées pour la simple raison que c'était une position de principe et qu'elle s'appuyait sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. Toute référence aux décisions de l'ONU fut oubliée. Or, sans cette légitimation (sachant qu'Israël a été créé par une décision des Nations Unies), sans prise en compte des intérêts légitimes du peuple arabe de Palestine, la situation restera sans issue. La sécurité, l'évacuation des territoires occupés, la souveraineté, l'évacuation des frontières du futur État palestinien, la spécificité de son statut militaire et de ses relations avec la Jordanie et Israël, le futur statut de Jérusalem, tout cela doit faire l'objet de négociations et de compromis, entre les Palestiniens et Israël. Soutenir les conditions drastiques d'Israël serait pour Moscou contre-productif, car un tel « règlement » susciterait d'une part des conflits profonds qui, tôt ou tard, feraient voler en éclats un processus de paix déjà laborieux et, d'autre part, saperait le reste de confiance que les Arabes lui accordent.

Les relations russo-israéliennes comportent aussi un volet économique. Aujourd'hui, Israël dépasse économiquement tous ses proches voisins pris dans leur ensemble. Étant donné cette prospérité et compte tenu des contacts personnels, familiaux, entre les nouveaux émigrants et leurs pays d'origine, les liens économiques, culturels et humains se sont rapidement développés¹⁴.

En effet, Israël fait partie des tous premiers partenaires commerciaux de la Russie au Proche-Orient (un demi-milliard de dollars par an) dépassant même l'Égypte. De toute évidence, il précède le monde arabe en ce qui concerne la coopération économique.

2.2.3 Le retrait de la Russie de la scène régionale .

Bien que très diminuée, la Russie essaie encore de jouer un rôle au Proche-Orient. La récente visite du ministre de la Défense en Syrie et en Égypte en est la preuve. Mais ses efforts devraient se concentrer sur le long terme, en mettant plus

¹³- Al Hiatte 24 – 9 – 1997 . 20 – 9 – 1997 .

¹⁴ « Où va la Russie ? », Institut Royal Supérieur de Défense, Mars 2000.

particulièrement l'accent sur la consolidation de ses relations avec ses voisins immédiats. Cela l'oblige, pour l'heure, à laisser aux Etats-Unis la prédominance au Proche-Orient mais aussi, comme cela est apparu récemment, la responsabilité certes coûteuse et difficile, de gérer le conflit Israëlo -arabe.

Dans un tel contexte, son hypothétique regain d'influence au Proche-Orient ne pourra avoir lieu sans une reconstruction économique profonde et durable qui prendra certainement de nombreuses années. La crise importante que subit l'industrie pétrolière russe, "numéro trois" mondiale, l'incline moins à imposer une quelconque volonté qu'à composer avec les membres de l'OPEP. Plus sa puissance s'amointrit, plus la Russie est obligée de jouer la carte de la détente et d'éviter de froisser les Etats-Unis.

Un retour en force de la Russie au Proche-Orient est peu envisageable. Si cela se produisait, il remettrait en cause les nouveaux équilibres internationaux. Une politique à long terme, basée sur les liens construits ces trente dernières années et relayée par une forte puissance économique, semble l'élément indispensable à la réapparition de la Russie au Proche-Orient¹⁷ .

2.2.4 La Russie et l'UE au Proche-Orient:

Après une longue éclipse ayant résulté de la dislocation de l'ex-Union soviétique, le «parrain» russe de l'opération de paix proche-orientale prend de nouveau conscience de ses responsabilités et décide de les assumer.

De fait, à l'issue d'une visite au Liban, M. Evgueni Primakov, chef de la diplomatie russe, dans le cadre d'un périple qui le mènera dans six autres pays de la région:(la Syrie, Israël, les zones d'autonomie palestinienne, l'Egypte et la Jordanie). A annoncé les objectifs de la tournée :

- examiner les questions d'intérêt commun.
- échanger les points de vue sur les moyens de renforcer les relations entre Moscou et les capitales des Etats figurant sur l'itinéraire.
- Et naturellement, étudier les moyens à mettre en œuvre pour sortir les négociations arabo-israéliennes de l'impasse.

D'autre part M. Eltsine a profité de la visite de M. Chirac en Russie pour décider d'intensifier leur coopération, en vue de trancher les conflits tant régionaux, qu'internationaux. Ils ont réitéré leur détermination à œuvrer ensemble dans ce domaine au cours du sommet et l'ont prouvé, en proposant la mise sur pied d'une «troïka» franco-russo-allemande, celle-ci devant agir au nom de tous les partenaires européens.

L'initiative russe intervient au lendemain de trois événements ayant leur importance :

- La visite du président Chirac à son homologue Russe.
- La tenue du sommet du conseil de l'Europe à Strasbourg.
- Le fait que les Russes avaient l'intention d'installer des missiles à Chypre, en vue de faire pression sur Ankara et l'amener à favoriser le règlement de la crise chypriote.

Mais la question se pose, d'autant que les Etats arabes demandent avec insistance aux Européens de jouer un rôle plus actif au Proche-Orient : La Russie œuvrera-t-elle en accord avec les pays d'Europe ? Se dissociera-t-elle de Washington?

A cette époque, les Américains n'avaient pas encore réagi, mais ils ne tardèrent pas à se manifester, car en aucun cas, ils n'auraient accepté d'abandonner cette chasse gardée, qu'est l'île méditerranéenne. Les aviations américaine et britannique interdisent depuis 1992 le survol des avions militaires irakiens. Les patrouilles viennent du Koweït, avec des avions de soutien venant d'Arabie Saoudite, et d'un porte-avions américain basé dans le Golfe, a précisé le porte-parole du Pentagone Ken Bacon.

Et lorsque la Russie est tentée de reprendre son rôle d'antan, les Etats-Unis se changent de lui rappeler sa position actuelle. Ce fut le cas de l'affaire Irak-Koweït. A ce sujet, le secrétaire américain à la Défense William Cohen, en visite le 19 novembre 2000 au Koweït puis en Arabie saoudite, est monté sur deux fronts :

- contre des propositions russes pour affaiblir les sanctions contre l'Irak
- contre un débordement régional des violences entre Israéliens et Palestiniens.

Après une rencontre avec l'émir du Koweït, le chef du Pentagone a fait état d'une proposition de la Russie au Koweït a lui de ne plus soutenir les zones d'exclusion aérienne en Irak. "J'ai soulevé la question d'une proposition russe qui apparemment encourage le Koweït à ne plus soutenir les zones d'exclusion aérienne" dans le nord et le sud de l'Irak, a déclaré M. Cohen à la presse.

Leur raison est d'empêcher le président irakien Saddam Hussein "d'être une menace pour le Koweït et ses voisins. Nous entendons continuer à maintenir ces zones", a-t-il ajouté.

Moscou, qui n'a pas officiellement fait état d'une telle demande, souhaite la fin des sanctions de l'ONU et des raids sur le Sud Irakien.

Le ministre russe des Affaires étrangères Igor Ivanov, qui lui aussi s'est rendu à Ryad après une visite au Koweït, a appelé à un nouveau système de sécurité dans la région du Golfe dans lequel l'Irak jouerait un rôle. Il a proposé "des mesures de confiance" entre l'émirat et son ancien envahisseur. Mais M. Cohen a indiqué "qu'il s'attendait à ce que la Russie et le Koweït continuent à soutenir" le principe de ces zones, où

L'Union européenne et la Russie ont exhorté Israéliens et Palestiniens à reprendre le dialogue "afin de restaurer la confiance et de retrouver le chemin de la paix" et ont réaffirmé leur détermination à prendre une part plus active dans le règlement de la crise au Proche-Orient. "La Fédération de Russie et l'Union européenne exhortent une nouvelle fois les parties à tout mettre en œuvre pour faire cesser la violence et à appliquer les mesures dont elles sont convenues à cet effet", déclarent les deux parties dans une déclaration conjointe adoptée lors du sixième sommet UE -Russie à Paris.

Lors d'une conférence de presse conjointe avec le président russe Vladimir Poutine et Romano Prodi , président de la Commission européenne, Jacques Chirac a invité Israël et l'Autorité palestinienne à la "modération" et au "retour inéluctable à la paix".

M.Jacques Chirac et son homologue russe ont marqué de concert la volonté de la Russie et de l'Union Européenne de renforcer leur rôle au Proche-Orient. Vladimir Poutine a proposé lors du sommet de développer la "contribution commune" de la Russie et de l'UE sur ce dossier. "Je pense, comme le président Poutine, que dans ces crises, le maximum de bonne volonté doit être mobilisé et que tout le monde a quelque chose à apporter, ne serait-ce qu'un morceau de son cœur", a dit Jacques Chirac. "Sur ce point, les initiatives qui pourraient être prises par la Russie, par l'Europe - compte tenu de leurs propres relations, de leur propre influence dans cette région - ne peuvent qu'être positives et je souhaite qu'elles se développent", a-t-il ajouté.

CONCLUSION

En somme, la politique arabe de l'URSS de 1967 à 1988 lui a permis de jouer pendant un temps un rôle de grande puissance en Proche- Orient et dans une moindre mesure, dans le golfe persique. Manquant de profondeur, n'ayant pas réussi à tisser des liens aussi variés que solides, celle-ci ne lui a pas permis de transformer son influence en percée stratégique décisive. L'Egypte, la Syrie et l'Irak ont utilisé tour à tour leur appui soviétique pour tenter d'asseoir leur hégémonie au sein du monde arabe mais sauront par la suite, se soustraire de leur alliance soviétique pour devenir des interlocuteurs privilégiés des Etats-Unis.

En définitive, pour ses alliés, elle a représenté à la fois un contrepoids militaire et géopolitique souvent utile, parfois indispensable, à la puissance américaine et israélienne au Proche- Orient. Mais elle s'est révélée être aussi un levier commode pour affirmer les ambitions régionales respectives des états arabes et autoriser un renforcement de leurs positions dans les négociations avec les Etats-Unis.

La guerre du Golfe a bouleversé les différentes conceptions et formats des forces armées des grands Etats de ce monde, y compris l'Ex-URSS. Des projets de réforme de l'armée soviétique voient, à l'instar de ces homologues occidentales, le jour. La défense anti-aérienne (PVO) disparaîtrait en tant qu'armée autonome alors qu'elle avait toujours inclus en son sein la défense anti-missile (PRO) à laquelle les Soviétiques tenaient tant. Les Soviétiques admettraient par là que la dissuasion est le système le plus à même d'assurer la stabilité stratégique.

En revanche, la stabilité politique en Russie n'est pas encore totalement acquise. Pourtant ce préalable qui est en outre indissociable de sa reconstruction économique, est la condition de base de son retour sur le devant de la scène internationale. Dans le contexte actuel d'un développement économique chaotique et d'un système démocratique trop peu enraciné, le retrait de la fédération de Russie du Proche-Orient est donc quasiment total. Il laisse, dès lors, le champ libre aux Américains.

Il semble que l'importance de la présence soviétique dans cette région était, dans un certain sens, un facteur de stabilisation. Si elle était un élément d'inquiétude pour les Occidentaux, la pression qu'elle exerçait limitait tout risque d'aventurisme.

La disparition de la puissance soviétique a déjà entraîné de profonds bouleversements géopolitiques et stratégiques. Un monde devenu unipolaire perd autant en cohésion qu'en cohérence. La situation nouvelle qui a émergé est sans doute plus dangereuse car elle est devenue plus difficilement perceptible, et les risques qu'elle engendre prennent des formes différentes ou inconnues. Les pays du Proche-Orient sont conscients de ces profondes mutations et les nations arabes se trouvent de ce fait, placées devant de redoutables défis qu'elles ne pourront relever que grâce à une coordination et à une coopération des plus étroites entre elles. Néanmoins, la Fédération de Russie ne saurait rester trop longtemps absente du Proche-Orient. La Russie continue de détenir les moyens et les capacités de redevenir une grande puissance en raison de la richesse de sa civilisation, de l'abondance de ses ressources naturelles et de son potentiel technologique en plus de son peuple puissant et homogène qui a consenti des sacrifices indéniables au cours de l'histoire. En conséquence, pourrait-il apparaître à terme une direction russe reflétant des évolutions ou changements radicaux capables de rétablir la puissance de la Russie dans la balance des relations internationales ?

La Russie doit éviter de mener en Orient une politique trop « globale » ; elle doit différencier les pays en fonction de leurs caractéristiques objectives, politiques ou autres, et se guider sur son intérêt national, qu'elle doit concilier avec ses obligations internationales .

Il existe néanmoins des facteurs objectifs durables qui permettent à la Russie de réaliser ses intérêts nationaux dans la région :

- certains pays ont besoin d'elle pour faire contrepoids à l'influence des Etats-Unis et de l'Europe occidentale et maintenir l'équilibre des forces ;
- la Russie joue un rôle dans le maintien de la sécurité au Proche-Orient, notamment dans la zone du golfe persique, rôle sur lequel les pays exportateurs de pétrole insistent ; cela lui donne un atout politique considérable ;
- en raison de son histoire et de sa civilisation, beaucoup d'Etats ne voient pas en elle un Etat purement occidental ayant des visées hégémoniques sur les peuples d'Asie, notamment les Arabes (domination coloniale, exploitation, échange inégal, etc.) ; la présence d'une forte composante musulmane dans la Russie d'aujourd'hui comme dans l'URSS d'hier y est pour quelque chose ¹⁵. Une exploitation intelligente de la notion de solidarité et de coopération islamique ouvrirait de bonnes

perspectives à la réalisation de ses intérêts nationaux, en particulier dans les domaines de l'économie et de politique étrangère.

A moyen terme la Russie ne peut espérer des percées importantes dans la région malgré la pléiade de diplomates arabisants très brillants à sa disposition. Car, derrière eux, il y a un pays accablé par les difficultés et qui ne peut encore définir sa doctrine militaire, ni son intérêt national. Aussi peut-on considérer que les positions déjà faibles de la Russie dans la région iront en s'amenuisant. Son véritable retour au Proche-Orient dépendra de la rapidité avec laquelle elle sortira de la crise, engagera son redressement économique et assurera sa stabilité politique et sociale. Tant qu'elle n'en sera pas là, elle n'y jouera qu'un rôle secondaire en exploitant la nostalgie de l'époque où elle était une superpuissance.

L'actuelle diplomatie du Kremlin est effectivement sous-tendue par la perception d'un environnement hostile, par le refus d'un monde unipolaire dominé par la superpuissance américaine, et par une défense plus active des intérêts nationaux russes.

Sa proposition récurrente d'une conférence internationale sur la paix au Proche-Orient qu'elle co-parrainerait avec Washington en constitue l'un des axes. Mais la Russie a-t-elle encore les moyens de sa politique après sa défaite ? comme élément de réflexion, rappelons son aptitude à tirer parti de ses faiblesses : son rebond diplomatique actuel sur la scène Proche-Orientale, n'est-il pas lié au fait qu'elle n'apparaît plus comme une menace ?

¹⁵-Voir glossaire ,entre islam .

ANNEXE 1



ANNEXE 2



Bibliographie

- 1 – politique étranger n°1, 1998 . Publications de l'ifri.
- 2 – Picard Elizabeth , la Syrie et le processus de paix ; Maghreb Machrek.
Monde arabe n°158 octobre décembre 1997 .
- 3 – CRPM Georges , le proche –Orient éclaté, collection Folio Histoire , édition Gallimard Paris .
- 4 – Bulliet Richard , <<twenty years of islamic politics >>the Middle East Journal , vol 53-2, printemps 1999.
- 5 – Botiveau Bernard , l'Etat palestinien, presse de sciences politique , Paris,1999.
- 6 – La guerre du golfe , Stratégique (51 /52) 3^e/4^e trimestres 1991 .
- 7 – Israël et les Territoires Palestiniennes : quelle Paix pour L'an 2000 ?
mm .Bertrand Delanoë et Maurice Lombard n°159 (1996/1997) .
- 8 – La Russie et l'Orient . claire Mouradian n°796 (16 janvier 1998)
- 9 – L'Russie et le Moyen-Orient .Dossier constitué par olivier Da Lage et Gérard Grzybek journaliste à radio- France International .
- 10 – La nouvelle géopolitique de l'Asie centrale , Institut Royal supérieur de défense , N° 63 .
- 11 – De Washington à Moscou , regarde croisés sur le Golfe , Alain Gresh , le monde diplomatique , juin 1998 .
- 12 – www . le monde diplomatique . F v .
- 13 –WWW . Ifir . Fr .
- 14-<http://www.rdl.com.lp/1967/ev3.htm>
- 15-<http://fr.news.yahoo.com/001119/1/qu96.html>
- 16-<http://fr.news.yahoo.com/001030/2/pp80.html>

La géopolitique de la Russie dans le Proche -Orient

Table des matières

	Page
Introduction-----	3
Partie I : Le Proche –Orient et la Russie pendant la guerre froide-----	5
1.1 – Cadre géopolitique général au Proche -Orient -----	5
1.11 - Le cadre de l'action -----	5
1.12 - Des régime politique à la légitimité interne largement contestée----	6
1.2 - L'instabilité politique et les conflits internes -----	8
1.21 - La réalité de la guerre -----	8
1.22 - L'hypothèse de la paix -----	10
1.3 –La politique de l'URSS pendant la guerre froide-----	12
PARTIE II: Le rôle de la Russie à la fin de la guerre froide-----	16
2.1-La tentative de la Russie à répandre son rôle international---	16
2.11 - La nouvelle politique de la Russie au Proche-Orient : la « perspective Primakov » -----	16
2.12 - La Russie et la guerre de Golf (1990 à 1993)-----	17
2.13 - A partire de 1993 le rôle de médiateur-----	24
2.2 - La position de la Russie face au conflit Israëlo Arabe et au processus de paix-----	26
2.21 - Moscou et le conflit israëlo-arabe -----	27
2.22 - Redevenir un acteur centre du processus de paix -----	29
2.23 - Le retrait de la Russie de la scène régionale -----	31
2.24 - La Russie et l'UE au Proche-Orient -----	32
Conclusion -----	35
Bibliographie-----	40

